

OFFRE D'EMPLOI

Consultant(e) Juridique

LE CDES RECHERCHE UN(UNE)

CONSULTANT(E) JURIDIQUE

Poste à pourvoir : dès que possible

Le CDES

Fondé en 1978 en tant que laboratoire de recherche universitaire de l'Université de Limoges, le Centre de Droit et d'Économie du sport est à présent articulé autour de trois structures distinctes mais complémentaires qui concourent à la réalisation d'un projet global commun :

- le laboratoire Centre de Droit et d'Économie du Sport-OMIJ ;
- l'association CDES-Progesport ;
- la SELARL d'avocats CDES Conseil.

Ce sont aujourd'hui, une trentaine de collaborateurs relevant de différents statuts (universitaires, salariés de l'association, avocats) qui œuvrent au sein du CDES pour mener à bien ses différentes activités (formations nationales/internationales, expertise/conseil en droit et économie du sport, publications, activités transversales).

L'association CDES-Progesport assume, outre ses missions propres, la coordination générale de ce projet commun.

Les activités juridiques

Les principaux champs d'interventions spécifiques de l'équipe juridique du CDES (constituée d'avocats et de juristes) sont les suivants :

Conseil : consultations juridiques et rédaction de notes juridiques dans le domaine du droit du sport et dans les autres domaines juridiques susceptibles d'intéresser directement ou indirectement le secteur sportif ;

Contentieux : représentation et défense devant les juridictions d'État (civiles et administratives), la conciliation du CNOSF, les tribunaux arbitraux (notamment le TAS) ;

Études juridiques : réalisation d'études juridiques sur des thématiques ayant trait au sport ;

Veille juridique : suivi permanent de l'actualité législative, réglementaire, jurisprudentielle et doctrinale dans le domaine du droit du sport.

Les missions

Le poste comprend quatre missions :

- **Etude et conseil juridique** (mission principale) : il (elle) sera amené(e) à participer à la rédaction de consultations et notes juridiques sur différents points (état du droit applicable, incidences d'une évolution législative, légalité d'un règlement fédéral, rédaction ou relecture de contrats...) dans le domaine du droit du sport et dans les autres domaines juridiques susceptibles d'intéresser directement ou indirectement le secteur sportif ;
- **Interventions dans nos formations** : il (elle) sera mobilisé(e) afin de valoriser l'expertise acquise dans le cadre de ses missions à l'occasion d'interventions dans nos formations (Master 2 « Droit et Economie du Sport », DU « Manager général de club sportif professionnel » et « Stadium Manager », MESGO – « Executive Master in Sport Governance », UEFA Master for International Players) ;
- **Contribution à nos publications** : il (elle) contribuera régulièrement à l'actualisation du code du sport Dalloz ainsi qu'à la revue JuriSport en assumant notamment la coordination d'un dossier annuel sur une thématique donnée ainsi que, le cas échéant, la contribution à diverses rubriques.
- **Veille juridique** : il (elle) contribuera à la veille juridique du CDES (textes, jurisprudence, doctrine) à vocation interne et externe.

Le profil :

Le (la) candidat(e) devra :

- Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans des activités de conseil juridique, d'aide à la décision (cabinet d'avocat, cabinet de conseil, mouvement sportif, services de l'État), idéalement dans le secteur sport.
- Être titulaire d'une formation supérieure de type Bac + 5 en Droit.
- Avoir nécessairement des connaissances en droit appliqué au sport.
- Disposer d'une bonne connaissance du secteur sport, de son organisation et de ses enjeux.
- Faire preuve d'aisance relationnelle lui permettant de travailler avec des interlocuteurs de profil varié.
- Faire preuve de réelles qualités rédactionnelles, de rigueur et de discrétion.
- Avoir la capacité de s'intégrer dans l'équipe et d'adhérer au projet global du CDES, tout en étant à même de travailler de façon autonome, et de faire preuve d'initiatives et de disponibilité.
- Maîtriser les outils informatiques de base (pack Office).

Sans être des prérequis indispensables, les compétences suivantes constitueront des atouts appréciés :

- Être titulaire du Master 2 Droit et Économie du sport délivré par le CDES.
- Disposer de compétences en droit économique (droit de la concurrence, propriété intellectuelle, nouvelles technologies) et/ou droit des affaires et/ou droit fiscal.



- De solides compétences linguistiques, en particulier un bon niveau d'anglais.
- Une implication bénévole actuelle ou passée dans le mouvement sportif.
- Disposer du CAPA.

Les conditions :

- Le recrutement est effectué dans le cadre d'un contrat à durée indéterminée à temps plein.
- Statut cadre.
- Le poste est basé à Limoges.
- Les déplacements peuvent être fréquents (Paris, province, étranger).
- Rémunération selon profil et expérience.
- Prime d'intéressement, tickets restaurants, mutuelle prise en charge à 100%, retraite complémentaire (article 83 CGI).
- Congés payés légaux + accord RTT (23 jours).
- Télétravail partiel envisageable sous conditions.

Pour candidater, merci d'adresser un CV et une lettre de motivation aux adresses suivantes :

breillat@cdes.fr et thibaud@cdes.fr

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 5 février 2022